

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Échevin·e·s* ;
Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Cécile Henrard, Martin Willemart, Emmanuelle
Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Lowagie,
Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor
Kanyanzira, Pierre Blackman, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Jeannine Crucifix, Elise Willame, Vincianne Lerate, Valérie Glatigny, Valérie Locatelli, Gabriela
Banu, Edouard Brainis, *Conseillers communaux*.

Séance du 24.09.26

#Objet : Protocole d'accord relatif aux sanctions administratives communales en cas d'infractions mixtes (infractions mixtes visées à l'article 3, 1° et 2° de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales) #

Séance publique

Service Juridique

LE CONSEIL,

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;

Vu le Nouveau Code pénal entrant en vigueur le 1er septembre 2026 ;

Vu le Règlement Général de Police adopté par le Conseil communal ;

Considérant que l'article 3, 1° et 2°, de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales permet au conseil communal de prévoir une sanction administrative pour certaines infractions mixtes visées par cette loi ;

Considérant que l'article 23, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 24 juin 2013 prévoit que le Collège des Bourgmestre et Échevins peut conclure un protocole d'accord avec le Procureur du Roi compétent en vue du traitement des infractions mixtes ;

Considérant la réforme du droit pénal résultant de l'entrée en vigueur du Nouveau Code pénal au 1er septembre 2026 ;

Considérant la nécessité d'adapter les protocoles d'accord existants afin d'assurer leur conformité avec les nouvelles dispositions pénales ;

Considérant que les nouveaux protocoles d'accord relatifs au traitement des infractions mixtes, applicables aux majeurs et aux mineurs, ont été élaborés dans le cadre des concertations entre le Parquet de Bruxelles, les zones de police et les communes de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles ;

Considérant que ces protocoles tiennent notamment compte de la réappropriation par le Parquet du traitement des faits de vol simple, lesquels ne feront plus l'objet d'un traitement administratif communal ;

Considérant qu'il y a lieu de valider ces protocoles afin de permettre leur entrée en vigueur concomitamment à celle du Nouveau Code pénal ;

RATIFIE

Le protocole d'accord relatif aux sanctions administratives communales en cas d'infractions mixtes (infractions mixtes visées à l'article 3, 1° et 2° de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales)

CHARGE

la Bourgmestre et le Secrétaire communal de l'exécution de cette décision.

Protocole d'accord relatif aux sanctions administratives communales en cas d'infractions mixtes (infractions mixtes visées à l'article 3, 1° et 2° de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales)

ENTRE :

La commune d'Auderghem, représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins, au nom duquel agissent Madame Sophie De Vos, Bourgmestre, et Monsieur Etienne Schoonbroodt, Secrétaire communal, en exécution de la ratification du Conseil communal du 24.09.2026;

ET

Le Procureur du Roi de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, représenté par Monsieur le Procureur du Roi Julien MOINIL;

IL EST EXPOSE CE QUI SUIIT :

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, notamment l'article 23, §1^{er}, alinéa 1^{er}, pour ce qui concerne les infractions mixtes, à l'exception des infractions de roulage, et l'article 23, §1^{er}, alinéa 5, pour ce qui concerne les infractions de roulage ;

Vu les articles 119bis, 123 et 135, §2, de la nouvelle loi communale ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

Cadre légal :

La loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales (M.B. 1^{er} juillet 2013), ci-après dénommée "loi SAC", dispose dans son article 3, 1° et 2°, que le conseil communal peut prévoir dans ses règlements ou ordonnances une sanction administrative pour les infractions aux articles 17 et 18 de la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services en ce qui concerne l'autorisation préalable qui peut être imposée par règlement communal et aux infractions suivantes au Code pénal :

- Article 194
- Article 198,1°
- Article 244
- Article 423
- Article 424
- Article 463
- Article 465
- Article 466, 2°
- Article 514
- Article 515
- Article 516
- Article 517
- Article 666

Pour les infractions ci-dessus, un protocole d'accord peut être conclu entre le procureur du Roi compétent et le Collège des Bourgmestre et Echevins concernant les infractions mixtes. Ce protocole respecte l'ensemble des dispositions légales concernant notamment les procédures prévues pour les contrevenants et ne peut déroger aux droits de ceux-ci.

Cadre conventionnel :

Article 1. – Echange d'informations

Toutes les parties s'engagent à collaborer et à s'informer dans les limites de leurs compétences et garantissent la confidentialité de ces échanges.

A cet effet, le procureur du Roi désigne un ou plusieurs magistrats de son arrondissement, ci-après dénommé(s) le(s) "magistrat(s) de référence SAC". Les magistrats de référence pourront être contactés par les villes/communes liées par le présent accord en cas de difficultés concernant l'application de la loi ou le présent accord ou pour obtenir des informations sur les suites réservées à certains procès-verbaux.

Les coordonnées des magistrats de référence, et des personnes de référence au sein des villes/communes **sont échangées entre les différents partenaires**. La correspondance et/ou les échanges téléphoniques et/ou les courriers électroniques relatifs aux sanctions administratives leur seront adressés.

Les parties s'engagent à signaler sans délai toute modification des coordonnées des personnes citées ci-dessus.

Article 2. – Traitement des infractions mixtes

Préambule : Conformément à la circulaire n° 1/2006 du Collège des procureurs généraux (version révisée du 30/01/2014), le présent accord ne concerne que les infractions commises par des personnes majeures.

1-Quant au traitement différencié selon les infractions mixtes

Le procureur du Roi s'engage à ne pas entamer de poursuites pour les infractions mixtes ci-après énumérées et la commune concernée s'engage, si elles sont reprises dans leur règlement général de police, à traiter les infractions dûment constatées :

ART 244 CP : Injures

Visage non identifiable dans l'espace public

ART 514 et 515 CP : vandalisme

ART 18 loi du 10 novembre 2006

Le procureur du Roi s'engage à apporter une suite (selon les modalités de sa politique de poursuites) aux infractions mixtes ci-après énumérées, pour lesquelles aucune copie du procès-verbal n'est transmise au fonctionnaire sanctionnateur :

ART 194 et 198, 1° CP : actes de violence

ART 516 et 517 CP : vandalisme ayant causé un dommage grave et vandalisme sur un bien ayant un intérêt particulier.

ART 463, 465 et 466, 2° CP : Vol simple

ART 666 CP : bris de scellés

2-Modalités particulières

Si les faits visés dans le présent protocole sont liés à d'autres faits, ou phénomènes (p.ex. violences intrafamiliales), qui n'entrent pas en ligne de compte pour les sanctions administratives ou ont débouché sur une privation de liberté, l'application de la procédure des sanctions administratives est exclue. Il en est de même lorsque les faits sont commis par des auteurs récurrents faisant l'objet d'une politique criminelle spécifique, par exemple lorsqu'il est connu comme agissant en « bande urbaine ».

Au cas où le fonctionnaire sanctionnateur compétent constate, en appliquant la procédure visant à infliger une amende administrative communale, que le suspect s'est manifestement encore rendu coupable d'autres délits, il dénoncera les faits, par application de l'article 29 du Code d'instruction criminelle, au magistrat de référence SAC.

Compte tenu de la nature des faits dénoncés, le magistrat de référence SAC décidera s'il s'engage à apporter une suite pour l'ensemble des faits y compris celui ou ceux pour lesquels la procédure administrative était engagée. Il en informera, dans un délai de 2 mois de la dénonciation, le fonctionnaire sanctionnateur lequel clôturera la procédure administrative. Sans décision du procureur du Roi, le fonctionnaire sanctionnateur n'a plus la possibilité d'infliger une amende administrative.

Au cas où il s'agit de constatations au sujet d'un suspect inconnu, il ne sera pas transmis de copie du procès-verbal au fonctionnaire sanctionnateur. Si le suspect initialement inconnu est identifié par la suite, le procureur du Roi peut décider de ne pas engager de poursuites et transférer l'affaire au fonctionnaire sanctionnateur compétent.

Au cas où il s'agit de constatations au sujet d'un suspect sans inscription au registre de la population, il ne sera pas transmis de copie du procès-verbal au fonctionnaire sanctionnateur et Le procureur du Roi s'engage à y apporter une suite (selon les modalités de sa politique de poursuites).

Pour tous les dossiers pris en charge par le Fonctionnaire sanctionnateur, celui-ci peut, au regard de la répétition des faits, de leur gravité particulière, de l'importance du préjudice ou d'un contexte spécifique (situation préoccupante, conflit de voisinage persistant, etc) renvoyer les faits au traitement du Procureur du Roi et ce, après concertation avec le magistrat de référence.

Article 3.

La présente convention est conclue sous la condition résolutoire de l'annulation, par l'autorité de tutelle dont dépend la commune ou la ville, de la délibération du Conseil communal approuvant la présente convention.

Article 4.

Les différents partenaires se réuniront au moins une fois par an afin d'évaluer la situation et de faire le point sur les différentes procédures mises en place.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 25 septembre 2026

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Schepenen* ;
Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Cécile Henrard, Martin Willemart, Emmanuelle
Poznanski, Zora Molenberg Clerboux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Lowagie,
Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor
Kanyanzira, Pierre Blackman, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Jeannine Crucifix, Elise Willame, Vincianne Lerate, Valérie Glatigny, Valérie Locatelli, Gabriela
Banu, Edouard Brainis, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 24.09.26

**#Onderwerp : Protocolakkoord betreffende gemeentelijke administratieve sancties bij gemengde
inbreuken (Gemengde inbreuken bedoeld in artikel 3, 1° en 2 van de wet van 24 juni 2013 betreffende
de gemeentelijke administratieve sancties) #**

Openbare zitting

Juridische dienst

De Gemeenteraad,

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

Gelet op het Nieuw Strafwetboek dat in werking treedt op 1 september 2026;

Gelet op het Algemeen Politierglement, goedgekeurd door de Gemeenteraad;

Overwegende dat artikel 3, 1° en 2°, van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke
administratieve sancties de gemeenteraad toestaat om voor bepaalde gemengde inbreuken een
administratieve sanctie op te nemen in zijn reglementen of verordeningen;

Overwegende dat artikel 23, § 1, eerste lid, van voormelde wet bepaalt dat het College van Burgemeester en
Schepenen een protocolakkoord kan sluiten met de bevoegde procureur des Konings voor de behandeling
van de gemengde inbreuken;

Overwegende de hervorming van het strafrecht naar aanleiding van de inwerkingtreding van het Nieuw
Strafwetboek op 1 september 2026;

Overwegende de noodzaak om de bestaande protocolakkoorden aan te passen teneinde deze in
overeenstemming te brengen met de nieuwe strafrechtelijke bepalingen;

Overwegende dat de nieuwe protocolakkoorden betreffende de behandeling van gemengde inbreuken voor
meerderjarigen en minderjarigen werden uitgewerkt in overleg tussen het Parket van Brussel, de politiezones
en de gemeenten van het gerechtelijk arrondissement Brussel;

Overwegende dat deze protocolakkoorden onder meer rekening houden met de heropname door het Parket
van de behandeling van eenvoudige diefstallen, die voortaan niet langer via de gemeentelijke administratieve
sanctieprocedure zullen worden afgehandeld;

Overwegende dat het aangewezen is deze protocolakkoorden goed te keuren zodat zij gelijktijdig met de
inwerkingtreding van het Nieuw Strafwetboek van toepassing kunnen worden;

BEKRACHTIGT het protocolakkoord betreffende gemeentelijke administratieve sancties bij gemengde
inbreuken (Gemengde inbreuken bedoeld in artikel 3, 1° en 2 van de wet van 24 juni 2013 betreffende de
gemeentelijke administratieve sancties

LAADT de Burgemeester en de Gemeente Secretaris om dit beslissing te voeren.

Protocolakkoord betreffende gemeentelijke administratieve sancties bij gemengde inbreuken

(Gemengde inbreuken bedoeld in artikel 3, 1° en 2 van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties

TUSSEN:

De gemeente Ouderghem, vertegenwoordigd door haar College van Burgemeester en Schepenen, in wiens naam de mevrouw Sophie De Vos, Burgemeester, en de heer Etienne Schoonbroodt, Gemeentesecretaris, handelen in uitvoering van de beslissing van de Gemeenteraad van 24.09.2026;

EN

De procureur des Konings van het gerechtelijk arrondissement Brussel, vertegenwoordigd door procureur des Konings de heer Julien MOINIL;

WORDT MEEGEDEELD WAT VOLGT:

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, met name artikel 23, §1, alinea 1, voor wat betreft de gemengde inbreuken, met uitzondering van de verkeersinbreuken, en artikel 23, §1, alinea 5, voor wat betreft de verkeersinbreuken ;

Gelet op de artikelen 119bis, 123 en 135, § 2 van de nieuwe gemeentewet;

WORDT OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

1. Wettelijk kader

De wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties (B.S. 1 juli 2013), hierna de "GAS-wet" genoemd, bepaalt in artikel 3, 1° en 2° dat de gemeenteraad in zijn reglementen of verordeningen kan voorzien in een administratieve sanctie voor inbreuken op artikels 17 en 18 van de wet van 10 november 2006 betreffende de openingsuren in handel, ambacht en dienstverlening wat de voorafgaande vergunning betreft die kan worden opgelegd door een gemeentelijk reglement, en de volgende inbreuken op het Strafwetboek:

- a) Artikel 194
- b) Artikel 198,1°
- c) Artikel 244
- d) Artikel 423
- e) Artikel 424
- f) Artikel 463
- g) Artikel 465
- h) Artikel 466, 2°
- i) Artikel 514
- j) Artikel 515
- k) Artikel 516
- l) Artikel 517
- m) Artikel 666

Voor de bovenvermelde inbreuken kan een protocolakkoord worden afgesloten tussen de bevoegde procureur des Konings en het College van Burgemeester en Schepenen betreffende de gemengde inbreuken. Dit protocol respecteert alle wettelijke bepalingen betreffende inzonderheid de voorziene procedures voor de overtreeders en mag niet afwijken van hun rechten.

2. Conventioneel kader

Artikel 1. - Uitwisseling van informatie

Alle partijen verbinden zich ertoe samen te werken en elkaar te informeren binnen de grenzen van hun bevoegdheden en staan garant voor de vertrouwelijkheid van deze uitwisseling.

Daartoe duidt de procureur des Konings één of meer magistraten van zijn arrondissement aan, hierna de "referentiemagistraten GAS" genoemd. De referentiemagistraten kunnen door de door dit akkoord verbonden steden/gemeenten gecontacteerd worden in geval van moeilijkheden bij het toepassen van de wet of onderhavig protocol of om informatie te verkrijgen over het gevolg gegeven aan bepaalde processen-verbaal. De contactgegevens van de referentiemagistraten en van de referentiepersonen binnen de gemeenten **worden onder de verschillende partners uitgewisseld**. De briefwisseling en/of de telefoongesprekken en/of de e-mailberichten betreffende de administratieve sancties worden aan hen gericht.

De partijen verbinden zich ertoe elke wijziging van de contactgegevens van voornoemde personen onverwijld te melden.

Artikel 2. - Behandeling van de gemengde inbreuken

Preamble: Conform de omzendbrief n°1/2006 van het College van procureurs-generaal (herzien per 30/01/2014), heeft dit beding uitsluitend betrekking op meerderjarigen.

I. Opties betreffende de behandeling van de gemengde inbreuken

- De procureur des Konings verbindt zich ertoe voor de hierna opgesomde gemengde inbreuken geen vervolging in te stellen, en de betrokken gemeente verbindt zich ertoe de naar behoren vastgestelde inbreuken af te handelen, indien ze opgenomen werden in hun algemeen politiereglement :

ART 244 SW: beledigingen

ART 423 en 424 SW: niet-identificeerbaar gezicht in de openbare ruimte

ART 514 en 515 SW: vandalisme

ART 18 wet van 10 november 2006

- De procureur des Konings verbindt zich ertoe een gevolg te geven aan de hiernavolgende gemengde inbreuken (volgens de modaliteiten van zijn vervolgbeleid). Er wordt geen kopie van het proces-verbaal overgemaakt aan de sanctionerende ambtenaar:

ART 194 en 198, 1° SW: gewelddaden

ART 516 en 517 SW: vandalisme met ernstige schade tot gevolg en vandalisme aan een goed met een bijzonder belang.

ART 463, 465 en 466, 2° SW: gewone diefstal

ART 666 SW: zegelverbreking

II. Bijzondere modaliteiten

- Wanneer de in onderhavig protocol bedoelde feiten betrekking hebben op andere daden of verschijnselen (intrafamiliaal geweld) die niet in aanmerking komen voor een administratieve sanctie of die uitmondten in een vrijheidsberoving, is de toepassing van de procedure van administratieve sanctie uitgesloten. Hetzelfde geldt wanneer de feiten worden gepleegd door recidiverende daders die het voorwerp uitmaken van een specifiek strafrechtelijk beleid, bijvoorbeeld wanneer hij of zij gekend is als lid van een stadsbende
- Indien de bevoegde sanctionerende ambtenaar tijdens het toepassen van de procedure tot het opleggen van een gemeentelijke administratieve geldboete, vaststelt dat de verdachte zich kennelijk ook schuldig heeft gemaakt aan andere misdrijven, geeft hij de feiten aan bij de referentiemagistraat GAS, overeenkomstig artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering.
- Rekening houdend met de aard van de aangegeven feiten beslist de referentiemagistraat GAS of hij zich verbindt tot het geven van een gevolg voor het geheel van de feiten met inbegrip van het feit of de feiten waarvoor de administratieve procedure werd ingesteld. Hij brengt de sanctionerende ambtenaar daarvan op de hoogte binnen de termijn van 2 maanden na de aangifte, die vervolgens de administratieve procedure afsluit. Zonder de beslissing van de procureur des Konings heeft de sanctionerende ambtenaar niet langer de mogelijkheid om een administratieve geldboete op te leggen.
- Als het gaat om vaststellingen met een onbekende verdachte, zal er geen kopie van het proces-verbaal worden overgemaakt aan de sanctionerende ambtenaar. Indien de aanvankelijk onbekende verdachte later wordt geïdentificeerd, kan de procureur des Konings beslissen geen vervolging in te stellen en de zaak overmaken aan de bevoegde sanctionerende ambtenaar.
- Als het gaat om vaststellingen met een verdachte zonder inschrijving in de bevolkingsregister, zal er geen kopie van het proces-verbaal worden overgemaakt aan de sanctionerende ambtenaar behalve. De procureur des Konings mag, volgens de modaliteiten van zijn vervolgbeleid, gevolg geven aan de inbreuk.
- Voor alle dossiers die door de sanctionerende ambtenaar worden behandeld, kan deze laatste, gelet op de herhaling van de feiten, de bijzondere ernst ervan, de omvang van de schade of een specifieke context (verontrustende situatie, aanhoudend burencollict, enz.), de feiten na overleg met de referentiemagistraat terugsturen voor behandeling door de procureur des Konings.

Artikel 3

Onderhavige overeenkomst wordt gesloten onder de ontbindende voorwaarde van vernietiging door de toezichthoudende overheid onder wie de gemeente van de beraadslaging van de Gemeenteraad, die onderhavige overeenkomst goedkeurt, ressorteert.

Artikel 4

De verschillende partijen komen minimaal een keer per jaar samen om de toestand te evalueren en een stand van zaken op te maken met betrekking tot de verschillende uitgerolde procedures.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 25 september 2026

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos